

Le Canada continue, pour sa part, à consacrer ses énergies et ses ressources à l'étude des problèmes de vérification, dont dépendent, je viens de l'expliquer, la durabilité et la crédibilité des mesures de contrôle. Et il constate, comme tout le monde, que la possibilité d'un contrôle véritable des armements se trouverait considérablement accrue si l'on se préoccupait des problèmes de vérification au moment de la mise au point d'un nouveau système stratégique plutôt que d'attendre l'étape des négociations.

J'ai donc l'intention de soumettre, en temps opportun et aux autorités compétentes en matière de désarmement, des documents réclamant une entente internationale en vue 1) d'interdire l'essai et le déploiement de systèmes anti-satellites à haute altitude, 2) de limiter la mobilité excessive des missiles balistiques intercontinentaux et 3) d'exiger que tout nouveau système d'armements stratégiques soit entièrement vérifiable par les moyens techniques nationaux, c'est-à-dire que les satellites qui se promènent en l'air voient ce qui se déploie, ce qui se prépare, ce qui se fabrique sur le sol de l'autre.

Il s'agit là de mesures importantes dont les détails sont souvent de nature technique. Mais, si nous parvenons à donner une impulsion politique à l'idée de faire asseoir les cinq grands à une même table de négociation; si nous obtenons un nouvel engagement politique à l'égard du Traité sur la non-prolifération; si nous redonnons un élan aux négociations de Vienne sur la question de l'équilibre des forces classiques et du relèvement du seuil nucléaire en Europe; si, enfin, nous nous appliquons à restreindre les progrès qualitatifs dans le domaine de la technologie stratégique de façon à faciliter ou à favoriser la vérification, alors nous aurons suscité une approche vraiment globale des problèmes de paix et de sécurité.

Comme je l'ai signalé à mes collègues européens, il est essentiel que ce programme commun, ce filet de sécurité dont dépend notre survie, soit soutenu par les leaders politiques au plus haut niveau; que nos entretiens à l'échelle nationale et internationale reçoivent une véritable relance politique et que nous travaillions à définir les intérêts toujours plus nombreux qui nous rendent solidaires, à commencer par notre condition humaine et notre avenir commun sur cette planète.

Lors de ma tournée en Europe, j'ai été encouragé de voir à quel point mes objectifs rejoignent ceux des leaders que j'ai rencontrés. Aussi, aimerais-je confirmer ce soir mon intention de me rendre à Tokyo samedi prochain pour y rencontrer le premier ministre Nakasone.

La participation du Japon à la déclaration de Williamsburg, dans laquelle les dirigeants des pays industrialisés convenaient, en mai dernier, d'utiliser toutes leurs ressources politiques pour réduire les dangers de guerres, à la fois, revêt un caractère historique et est l'expression de la réalité actuelle. Ma visite au Japon veut témoigner de l'indivisibilité de la sécurité universelle à l'ère atomique.

Je peux vous dire que, outre les consultations déjà en cours avec les États-Unis, j'ai pris contact avec l'Union soviétique et la Chine, deux puissances nucléaires dont tant de choses dépendent.

C'est avec empressement que je prendrai part aux discussions sur la paix et la sécurité lors de la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, à New Delhi, où je me rendrai en quittant le Japon. J'ai particulièrement hâte de m'entretenir avec le premier ministre Indira Gandhi sur la question de la non-prolifération et de connaître ses vues, en tant que présidente du Conseil des pays non alignés, sur les liens à établir entre désarmement et développement.